



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

<p>COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL</p>

Pour l'an deux mille huit, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
2 JUIN 2008, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	25
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	27 Mai 2008
Date d'affichage du compte-rendu	:	9 Juin 2008

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD (à partir de la question n° 08-72), Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, Mme Maryvonne CHEVALIER, , M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marguerite COÏC, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND,

Absents excusés : M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, M. Johan THEURET

Pouvoirs : M. COCHARD à Mme GINGAT ; Mme HUET à Mme GIROUX ; Mme COLLIN à Mme DAUCE ; M. THEURET à Mme COÏC

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. Bruno TREMAUDAN, Conseiller Municipal

Avant d'aborder l'ordre du jour de la séance, Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal qu'un point, non prévu à l'ordre du jour, doit être traité en urgence compte tenu des délais impartis. Il s'agit de la désignation d'un délégué au sein du Syndicat Mixte du SAGE Rance Frémur Baie de Beaussais.

Il demande donc au Conseil Municipal la possibilité d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la présente réunion.

Entendu l'explication de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE l'inscription de cette question à l'ordre du jour de cette séance.

Rappel de l'ordre du jour

- 08-68) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 08-69) Constitution de la Commission d'Evaluation des Charges Transférées
 - 08-70) Règlement intérieur du Conseil Municipal
 - 08-71) Bâtiment communal – 20 Avenue de la Libération – Haras
 - 08-72) Droit de préemption urbain – Déclaration d'intention d'aliéner – parcelles cadastrées AD n° 674 et 552
 - 08-73) Complexe sportif – Relance Tribune
 - 08-74) Constitution d'un groupement de commandes en vue de la fourniture de denrées alimentaires
 - 08-75) Election d'un délégué au sein du SAGE Rance Frémur Baie de Beaussais
 - 08-76) Lotissement communal – Secteur Gare/Bel Air – Choix du Maître d'œuvre
 - 08-77) Subvention complémentaire – Association Orchestre Universitaire de Rennes
 - 08-78) Tarifs de la Halte-Garderie – Prolongation
 - 08-79) Convention de partenariat pour l'organisation d'un centre de loisirs sans hébergement
 - 08-80) Comité de Jumelage de la Ville de Combours
 - 08-81) Location de bâtiment préfabriqué à usage scolaire
 - 08-82) Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Validation DCE
 - 08-83) Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Choix du Coordonnateur Sécurité Santé
 - 08-84) Travaux de voirie urbaine et rurale – Programme 2008
 - 08-85) Remplacement de candélabres – Rue Rivallon et Secteur de la Fauvelière
 - 08-86) Sécateur électrique – Choix du fournisseur
 - 08-87) Schéma directeur d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales – zonage pluvial
 - 08-88) Contrôle des jeux et des équipements sportifs – Choix du bureau de contrôle
 - 08-89) Salle omnisports – Attribution des lots
 - 08-90) Stade du Moulin Madame – Remplacement chauffe eau gaz
 - 08-91) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 08-92) Questions orales
-

08-68) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Bruno TREMAUDAN, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 14 Avril 2008, est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

08-69) CONSTITUTION DE LA COMMISSION D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO fait part au Conseil Municipal d'un courrier de la Communauté de Communes relatif à la désignation des membres qui composeront la future commission d'évaluation des charges transférées.

La Communauté de Communes se trouve dans l'obligation de mettre en place cette commission dont la mission consiste, lors d'un transfert de compétence, à évaluer le montant des charges transférées entre la Communauté de Communes et ses communes membres.

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal du rôle et de la composition de cette commission, à savoir :

Le IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts indique qu'il est créé entre un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), soumis de plein droit à la Taxe Professionnelle Unique (TPU), et les communes membres de l'EPCI une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

Cette commission est appelée à jouer un rôle permanent puisqu'elle intervient à chaque nouveau transfert de charges.

1. Rôle de la commission

Le rôle de la commission de transfert de charges est de quantifier les transferts de compétences réalisés afin de permettre un juste calcul de l'attribution de compensation versée par l'EPCI aux communes membres.

La commission doit rendre ses conclusions dans un rapport qui est soumis à l'approbation des communes membres du groupement.

En effet, la commission d'évaluation des charges transférées ne disposant que d'un pouvoir de proposition, ce sont les délibérations des conseils municipaux, à la majorité qualifiée, qui valideront les transferts de charges.

2. Composition de la commission

Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal disposant d'au moins un représentant auprès de cette commission.

Chaque commune est souveraine dans le choix de son ou (ses) représentant(s). Il peut s'agir des maires des communes membres ou de conseillers municipaux siégeant le cas échéant au sein de l'organe délibérant de l'EPCI.

En revanche, la circulaire du 30 juin 1992, précise qu'il appartient à chaque groupement d'en fixer librement la composition par délibération.

Ainsi, le conseil communautaire, en séance du 30 avril 2008, a décidé de constituer une commission d'évaluation des charges transférées composée de 25 membres, soit un représentant par commune.

Il appartient donc à chacune des 25 communes de la Communauté de Communes Bretagne Romantique de désigner, par délibération, **un membre titulaire et un membre suppléant** pour constituer la commission d'évaluation des charges transférées.

En application des articles L.2121-21 et L.2121-33 du code général des collectivités territoriales, Monsieur LE BESCO propose au conseil municipal, réuni en séance, de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant, au scrutin secret et à la majorité absolue, pour siéger à la commission d'évaluation des charges transférées.

Cependant, Monsieur le Maire précise que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur du vote à main levée pour la désignation de ces membres.

Monsieur LE BESCO invite ensuite le Conseil Municipal à procéder à la désignation desdits membres

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le CONSEIL municipal, par 23 voix pour et 5 abstentions, DESIGNER les délégués suivants :

Membre titulaire	:	Mme Odile DELAHAIS
Membre suppléant	:	M. Henri NOEL

08-70) REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la loi d'orientation du 6 Février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les Conseil Municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil Municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du conseil municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

La loi du 6 Février 1992 impose néanmoins au Conseil Municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Le projet de règlement intérieur est présenté au Conseil Municipal en vue de son approbation.

Entendu l'exposé du Maire, vu le projet de règlement intérieur du Conseil municipal présenté et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte ledit règlement intérieur.

08-71) BATIMENT COMMUNAL, 20 AVENUE DE LA LIBERATION – HARAS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Ville est propriétaire d'un bâtiment situé au 20 Avenue de la Libération, utilisé antérieurement en qualité de haras. Ce bâtiment, construit dans la 2^e moitié du 19^e siècle est aujourd'hui désaffecté. Le rez de chaussée est occupé par 6 box munis d'une mangeoire et d'un abreuvoir, desservis par un couloir pavé. L'étage était occupé par des logements.

Ce bien fait partie d'un ensemble immobilier cadastré comme suit :

- AE n° 112 d'une contenance de 163 m² supportant le bâtiment
- AE n° 113 d'une contenance de 566 m²
- AE n° 114 d'une contenance de 151 m²

La Municipalité envisage la vente de cet ensemble immobilier qui n'offre pas d'intérêt pour la Commune en matière de réhabilitation. Elle a sollicité l'avis des Domaines à cet effet.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de donner un avis de principe sur la vente de ce bien communal.
- d'autoriser le Maire à mener les négociations relatives à cette transaction
- de confier à l'Office Notarial de Combours la mise en vente desdits locaux

et précise que le Conseil Municipal sera informé des contacts pris dans ce sens et sera consulté ultérieurement en vue de la cession de cet ensemble immobilier.

Madame SAUVÉE fait connaître son désaccord pour cette proposition. Elle considère que la destination de ce bâtiment aurait pu être différente. Elle évoque les possibilités qu'offre ce bâtiment pour y créer du logement intermédiaire et expose qu'une partie du terrain de cette propriété aurait pu être utilisée pour désenclaver les logements HLM du Clos Vaillant en permettant la création d'un cheminement piétonnier.

Monsieur LE BESCO fait savoir que la liaison avec le Clos Vaillant n'est pas réalisable compte tenu de l'exiguïté du terrain et de l'accessibilité à l'Avenue de la Libération. Il précise également qu'il sera très attentif au projet immobilier proposé avant de se déterminer sur la vente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 5 voix contre, ADOPTE les propositions faites par Monsieur LE BESCO.

08-72) DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER – PARCELLES CADASTREES AD n° 674 et 552

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération du Conseil Municipal n° 06-138 en date du 13/11/2006, la ville s'est dotée dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) d'un Droit de Préemption Urbain (D.P.U.).

La Ville a reçu de Maître LACOURT, Notaire à Combours, une Déclaration d'Intention d'Aliéner (D.I.A.) concernant les terrains suivants :

- Parcelle cadastrée section **AD n° 674** d'une superficie de 248 m², sise 4 avenue Gautier, appartenant à la SCI du Moutier
- Parcelle cadastrée section **AD n° 552** d'une superficie de 52 m², sise 4 avenue Gautier, appartenant à la SCI du Moutier

Soit une superficie totale de **300 m²**, en zone UCa du Plan Local d'Urbanisme

- Considérant l'acquisition de terrain par la commune, sur les parcelles voisines cadastrées section AD n° 692 , 694 et 695 appartenant au préalable à Monsieur et Madame CHERUEL,

- Celles-ci devant servir à l'agrandissement du parc de stationnement, à proximité de l'église.

- Ces parcelles jouxtant les parcelles récemment acquises permettant une meilleure fonctionnalité du parc de stationnement.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal,

Vu les dispositions du code de l'urbanisme,

Vu le prix de vente de **40 000 €**, (soit 133,33 € le mètre carré) figurant dans la D.I.A.,

Vu l'avis des Domaines,

- De l'autoriser à :

- exercer son droit de préemption sur les parcelles cadastrées AD n° 552 et 674 au prix de 34 000 €
- Notifier cette décision à Maître LACOURT, notaire à Combourg
- Saisir, si nécessaire, Monsieur le Juge de l'expropriation en vertu de l'article R 213-4 du code de l'urbanisme avec le concours de l'avocat de la Ville dont les honoraires seront pris en charge sur le budget général de la Ville
- Procéder à la consignation de la somme nécessaire tel que prévu par le code de l'urbanisme en cas de saisine du Juge, au titre des crédits qui seront ouverts au budget général de la Ville

- D'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Ville

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-73) COMPLEXE SPORTIF – TRIBUNE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 1er Avril 2008, il a été décidé d'autoriser Monsieur Le Maire à lancer un appel d'offre ouvert pour la réalisation d'une tribune.

Ce type d'opération est estimé à 350 000.00 € HT, y compris la rédaction des demandes d'urbanisme. Budget auquel il faut adjoindre les honoraires d'un coordonnateur SPS, une étude de sols, les différents raccordements aux réseaux, le consuel etc., soit une estimation de l'opération de 400 000.00 € HT.

En conséquence, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- De solliciter une aide financière auprès de :
 - la Fédération Française de Football.
 - du Conseil Régional
 - du Conseil Général.
 - la Communauté de Communes

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-74) CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES EN VUE DE LA FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que le contrat de fournitures de denrées alimentaires pour le service de restauration scolaire de la commune de Combours arrivera à son terme au mois de juillet prochain. Il est donc nécessaire de procéder à son renouvellement.

Le foyer-logement de Combours, dans un souci de rationalisation de ses coûts, de gain de temps et de transparence de la commande publique, envisage désormais de procéder à l'acquisition de ses denrées par le biais d'une procédure de marché public.

Les deux structures ont souhaité recourir à la mutualisation de leurs besoins dans le cadre d'une procédure commune de passation des marchés afférents. Pour ce faire, il convient de constituer un groupement de commandes.

Chaque membre du groupement signera avec les cocontractants retenus un marché à hauteur de ses besoins propres tels que déterminés dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises. La facturation des denrées alimentaires est réglée directement par chaque établissement.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commande avec le Foyer-logement ;
- d'autoriser le Maire à signer toutes les pièces du marché de fourniture de denrées alimentaires passé selon les dispositions de l'article 30 du code des Marchés Publics

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-75) ELECTION D'UN DELEGUE AU SEIN DU SAGE RANCE-FREMUR-BAIE DE BEAUSSAIS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 17 décembre 2007, le Conseil Municipal a décidé l'adhésion de la Commune au Syndicat Mixte pour le SAGE RANCE-FREMUR-BAIE DE BEAUSSAIS.

Il rappelle les statuts de ce syndicat, notamment la composition du comité syndical qui prévoit un collège des syndicats de production d'eau potable et autres syndicats de personnes morales jouant un rôle dans la gestion de l'eau, composé de 4 délégués

Une réunion organisée par la CLE (Commission Locale de l'Eau) ce jour, 2 juin 2008, a décidé que la Commune COMBOURG désignerait 1 des 4 délégués appelés à représenter ce collège et ce, impérativement avant la fin du mois de juin 2008.

En conséquence, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de procéder à la désignation de ce délégué.

Monsieur LE BESCO précise que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- se prononce en faveur du vote à main levée pour la désignation de ce membre.
- désigne Madame GINGAT en qualité de déléguée du Syndicat Mixte du SAGE Rance – Frémur – Baie de Beausais.

08-76) LOTISSEMENT COMMUNAL – SECTEUR GARE / BEL AIR – CHOIX DU MAITRE D'ŒUVRE.

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07.120 en date du 24 septembre 2007, le Conseil Municipal a émis un avis favorable au projet de lotissement communal La Gare/Bel Air et a autorisé le Maire à lancer une consultation de maîtrise d'œuvre.

A cet effet, une consultation en procédure adaptée a été lancée le 12 Novembre 2007 sur les supports suivants :

- www.combourg.com
- B.O.A.M.P.

- Ouest France (35)

Avec une date de remise des offres fixée le Vendredi 14 Décembre 2007 à 12h00.

La mission porte sur les prestations suivantes :

Urbanisme :

- Etude du projet de lotissement
- Consultation des services
- Présentation d'un plan de masse
- Etablissement du dossier de demande d'arrêté de lotissement
- Rédaction du règlement de lotissement

Géomètre :

- Plan topographique au 1/200
- Bornage périmétrique et établissement des documents d'arpentage
- Calcul et bornage des lots
- Fourniture des plans de vente

V.R.D. :

- Avant Projet Détaillé
- Plan des réseaux et profils, cubatures, etc....
- Programme des travaux
- Etablissement du dossier de consultation des entreprises
- Consultation des entreprises
- Dépouillement des offres et préparation des marchés
- Suivi des travaux, organisation des réunions de chantier
- Réception provisoire et définitive des travaux.

Les compétences et références requises étaient les suivantes :

- Urbanisme, architecture, paysagiste, éclairagiste, BET VRD
- Développement durable, démarche HQE

Les critères de jugement des offres :

1. Compétence, Moyens humains et niveaux de qualification 40%
2. Appréciation du dossier de références 30%
3. Honoraires 30%

25 dossiers de consultation ont été retirés et 10 offres ont été reçues.

Après analyse des pièces administratives, 1 offre s'est avérée irrecevable.

Un comité technique s'est réuni le 14 Janvier 2008, et a décidé de retenir 4 candidatures pour une audition.

Après l'audition du 12 Février 2008, en présence des membres des commissions urbanisme et environnement, cadre de vie, et de l'architecte conseil du Conseil Général, il a été décidé de retenir l'offre du cabinet Archipole, de Rennes, associé au bureau d'études Sevaux de Saint Jacques de la Lande, et la société Mhlighting de Nantes.

Les premières réunions de travail ont permis de poser le diagnostic, d'établir les enjeux, et de proposer les premiers scénarios d'étude.

Considérant que, conformément au dossier de consultation, le projet s'inscrit dans une démarche de développement durable, en prenant en compte notamment : les économies d'énergie, la proximité des transports en commun, les modes de déplacement et le respect de l'espace naturel, Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal de solliciter une subvention au Conseil Régional au titre de l'Eco-FAUR dans le cadre de l'aide à l'ingénierie. Ce projet fera également l'objet d'un appel à projet au titre de l'Eco-FAUR 2008.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE de solliciter une subvention au Conseil Régional au titre de l'Eco-FAUR dans le cadre de l'aide à l'Ingénierie.

08-77) SUBVENTION COMPLEMENTAIRE - ASSOCIATION ORCHESTRE UNIVERSITAIRE DE RENNES

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-54 en date du 14 avril 2008, une subvention exceptionnelle de 175 € avait été attribuée à l'Orchestre Universitaire de Rennes afin d'organiser un concert à l'église de Combourg. Il s'avère que la somme allouée n'est pas suffisante pour faire face aux frais liés à cette prestation.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de verser à l'association « ORCHESTRE UNIVERSITAIRE DE RENNES » une subvention complémentaire de 125 € qui sera prélevée sur le fond de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

08-78) TARIFS HALTE GARDERIE - PROLONGATION

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07-110 en date du 24 septembre 2007, les tarifs de la halte garderie sont applicables du 01/09/2007 au 31/8/2008.

Afin de tenir compte des dispositions établies par la CAF, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de prolonger les tarifs 2007-2008 de la halte garderie jusqu'au 31 décembre 2008.

En effet, à compter de l'année 2008, la CAF ne transmettra les tarifications plancher et plafond qu'en fin d'année. A cette occasion, les tarifs de la halte garderie seront révisés en fin d'année pour une application au 1^{er} janvier de chaque année.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

08-79) CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ORGANISATION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT – ANNEXES 1 ET 2 Année 2008

Rapporteur : Madame Monique DAUCE, Adjointe

Madame DAUCE rappelle que, par délibérations n° 02-57 du 11 avril 2002, 03-35 du 13 mars 2003 et 06-15 du 13 février 2006, le Conseil Municipal a délégué le service du Centre de Loisirs à l'U.F.C.V.

Lors du Conseil Municipal du 10 avril 2007, la convention de partenariat pour l'organisation du centre de loisirs sans hébergement a été renouvelée pour 3 ans.

Il convient de délibérer sur les annexes 2008 relative à la convention. Le montant prévisionnel annuel de la participation communale est évalué en fonction des estimations prévisionnelles de fréquentation des activités et s'élève à 27 600 € pour 2008 (pour mémoire, il s'élevait à 20 800 € en 2007).

Le projet des annexes 1 et 2 pour 2008 à la convention cadrant les modalités de partenariat entre la commune et l'UFCV ainsi que le budget prévisionnel 2008 seront présentés au Conseil Municipal.

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal :

- d'adopter les annexes 1 et 2 de l'année 2008 relative à la convention de partenariat avec l'U.F.C.V.
- d'autoriser le maire à signer lesdites annexes

Entendu l'exposé de Madame DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

08-80) COMITE DE JUMELAGE DE LA VILLE DE COMBOURG

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 1^{er} Avril 2008, il a été procédé à la désignation de 7 membres de droit conformément aux statuts du Comité de Jumelage.

Pour des raisons personnelles, Madame Marie-Renée GINGAT ne souhaite plus prendre part aux travaux de cette association.

Afin de pourvoir à son remplacement, Madame QUEVERT propose de désigner un autre membre de droit qui pourra être choisi au sein ou en dehors du Conseil Municipal.

Madame QUEVERT précise que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- se prononce en faveur du vote à main levée pour la désignation de ce membre.
- Désigne Monsieur Yves COSTARD en qualité de membre de droit du Comité de Jumelage

08-81) LOCATION DE BATIMENT PREFABRIQUE A USAGE SCOLAIRE

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT indique au Conseil Municipal que l'école maternelle publique située avenue des Erables a vu son effectif augmenter et il y a eu création d'une ouverture de classe à la rentrée de septembre 2007.

Cette nouvelle classe a été installée dans la salle de motricité qui sert également de bureau pour les intervenants scolaires. Cette pièce est exiguë et ne peut remplacer à long terme une salle de classe.

Des travaux d'extension sont à envisager à l'école maternelle pour 2010 et devront être opérationnels pour la rentrée de septembre 2011.

Par courrier du 13 mars 2008, le Conseil Général fait part de sa décision de poursuivre son soutien aux communes disposant de faibles moyens financiers (moins de 10 000 habitants ayant une modulation positive) devant faire face dans l'urgence à des besoins de locaux

scolaires, en reconduisant son dispositif relatif à la mise à disposition pendant 3 ans des bâtiments démontables pour l'enseignement public du 1^{er} degré.

Montant du loyer annuel la première année : 1 070 € et la deuxième et troisième année : 587 € (tarif du marché 2006 – 495 révisé au 08.09.2007)

Au vu des éléments cités, Madame QUEVERT propose au conseil municipal de demander au Conseil Général la mise à disposition d'un bâtiment préfabriqué à usage scolaire pour la prochaine rentrée des classes 2008/2009 au profit de l'Ecole maternelle publique dans l'attente des travaux. Il est précisé que le bâtiment préfabriqué devra recevoir une classe entière et que la location sera d'une durée de 3 ans.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus.

08-82) AMENAGEMENT DE L'AVENUE DES PALMIERS – VALIDATION DCE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la ville de Combours a engagé une opération de restructuration de la restauration scolaire aboutissant à la création de 2 cuisines et réfectoires à proximité des établissements scolaires du Linon et des Cytises.

Outre les opérations de bâtiments, il convient de modifier et d'aménager les espaces extérieurs afin de gérer les différents flux : piétons, vélos, transport scolaire, véhicule léger ainsi que le stationnement, l'éclairage, les espaces verts etc....

A ce titre, le Conseil Municipal a été informé le 14 décembre 2006 du choix du cabinet TECAM de Fougères pour assurer la maîtrise d'œuvre de ces opérations.

Les deux sites ayant été étudiés en phase esquisse, il a été décidé, pour des raisons de sécurité, de salubrité vis-à-vis des riverains et d'offres de stationnement en accompagnement des travaux du centre ville, de réaliser prioritairement le parking du Linon.

Le parking du Linon ayant été réceptionné le 16 Janvier 2008, il convient maintenant de réaménager l'Avenue des Palmiers, à proximité des établissements scolaires publics.

Il convient de préciser que, sous l'appellation aménagement de l'avenue des Palmiers, est regroupé la section de voie comprise entre le carrefour Rue de la Renaissance/Rue des Cerisiers et le carrefour Rue des Prunus/Av. des Palmiers. Cette opération comprend donc la rue des Cerisiers et l'Avenue des Palmiers, afin de relier 2 voies récemment aménagées.

Actuellement, ce secteur à aménager comporte 2 voies principales recevant un stationnement anarchique, de grands espaces verts centraux et encadrants, la desserte d'environ 8 propriétés privées, l'accès à différents services publics (établissements scolaires, CPSA...), 2 giratoires surdimensionnés.

Plusieurs réunions de travail ont eu lieu et ont permis de cibler différentes fonctions attendues pour cet espace, à savoir :

- Gestion des différents flux (VL, Vélo, transport en commun)
- Gestion des stationnements (arrêt minute, journalier, transport en commun)
- Offre de stationnement 2 roues.
- Accessibilité aux handicapés.

En outre, il convient également de prendre en compte la problématique liée aux réseaux, à savoir :

- La refonte de l'éclairage public.
- La mise en séparatif en terme d'assainissement, des espaces à réaménager.

Ce diagnostic posé a amené à la conception d'un espace déclinant un stationnement de dépose minute, un couloir transport en commun, des voies cyclables intégrées aux trottoirs, environ 100 places de stationnement VL dans les emprises des espaces verts encadrants, un stationnement 2 roues et 4 emplacements handicapés à proximité des établissements scolaires.

La requalification paysagère de ce secteur est assurée par la mise en place d'arbres à hautes tiges, et notamment de palmiers.

En terme de réseaux, l'éclairage public est adapté au référencement communal et, pour l'assainissement, les secteurs unitaires passeront en séparatif, prolongeant d'une part les travaux d'assainissement de la rue de la Renaissance, et anticipant sur la mise en séparatif de la rue des Cytises.

Ce projet, ainsi que le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) fait apparaître un coût de travaux estimés à 604 388.80 € HT pour l'offre de base, et un coût des travaux estimés à 606 888.80 € HT pour une offre intégrant une signalisation différente. Ce projet a obtenu un avis favorable de la commission « Voirie et Affaires Rurales » du 24 Avril 2008.

Il est rappelé au Conseil Municipal que 388 796 € HT sont inscrits au budget 2008 pour cette opération. La partie Eaux Usées (EU), correspondant à 60 375.00 € HT sera imputée sur le budget assainissement. En raison du planning de l'opération, le projet s'inscrira sur 2 exercices budgétaires et fera l'objet d'une délibération financière pour un programme pluriannuel.

Le projet se décline en 6 lots distincts, à savoir :

1. Terrassement – Voirie -Bordures.
2. Assainissement EU – EP.
3. Signalisation.
4. Eclairage Public.
5. Essais Réseaux
6. Aménagement Paysager

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'adopter le projet tel qu'il est présenté.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'un appel d'offres ouvert.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- De solliciter les subventions auprès :
 - Du Conseil Général
 - Du Conseil Régional.
 - De l'agence de l'Eau.
 - De la Communauté des Communes du Pays de la Bretagne Romantique au titre du Contrat de Territoire.
 - Du Syndicat Départemental d'Electrification.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 4 abstentions, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-83) AMENAGEMENT DE L'AVENUE DES PALMIERS – CHOIX DU COORDONNATEUR SECURITE SANTE.

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 publiée au J.O. le 1^{er} février 1994, fait obligation aux collectivités locales de faire suivre leurs travaux par un Coordonnateur SPS Sécurité-Santé

A ce titre, et afin d'assurer la mission SPS de l'opération « Aménagement de l'Avenue des Palmiers », une consultation en procédure adaptée a été réalisée et après analyse il a été décidé de retenir l'offre de SOCOTEC de Cesson Sévigné pour un montant de 1885.00 € HT .

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait pas l'objet d'un vote.

08-84) TRAVAUX DE VOIRIE URBAINE ET RURALE – PROGRAMME 2008

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, lors de la séance du Jeudi 24 Avril 2008, la Commission, « Voirie, Infrastructures et Affaires Rurales », a établi le projet de programme voirie 2008.

Suite à l'estimation établie par les services de l'équipement, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal le programme de voirie urbaine et rurale suivant :

Secteur Rural :

R1	VC n°31 – Cotillé - Avignon
R2	VC n°14 – Le Camp Duguesclin
R3	VC n°103 - Beaumont
R4	CR n°48 – Champ Buet - Maroc

Secteur Urbain :

U1	Av de Waldmunchen Entrée du tennis
U3	Av. de la Libération Parking face à la Clinique
U4	Rue des Longues Pierres
U5	Allée du Vert Bocage

En fonction des résultats de l'appel d'offres, des tranches conditionnelles pourraient être réalisées.

Secteur Rural :

R5	CR n°76 - La Chasse <i>Tranche Conditionnelle</i>
R6	CR n°14 – Triandin <i>Tranche Conditionnelle</i>

Secteur Urbain :

U2	Rue Rivallon Réfection des trottoirs <i>Tranche Conditionnelle</i>
----	--

L'estimatif établi par les services de la DDE est communiqué au Conseil Municipal.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux (supérieur à 206 000 € H.T.), la procédure de dévolution des travaux à retenir est celle de l'appel d'offres ouvert. La DDE a été chargée d'assurer la préparation de cette consultation.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.

- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'un d'appel d'offres ouvert.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- D'imputer la dépense sur les crédits prévus à cet effet.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-85) REMPLACEMENT DE CANDELABRES – RUE RIVALLON ET SECTEUR DE LA FAUVELIERE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Les mats d'éclairage du secteur de la Fauvelière et de la Rue Rivallon donnent des signe de vétusté, aussi est-il envisagé de les remplacer.

Le secteur de la Fauvelière a fait l'objet en 2006 d'une première tranche de remplacement de 14 candélabres entre la rue de la Fauvelière et l'Avenue du Général De Gaulle.

Après consultation pour la pose et la fourniture de candélabres, en procédure adaptée puis négociation, près de différentes entreprises, il a été décidé de retenir l'entreprise VEZIE de Montreuil Le Gast pour :

- Le remplacement de 10 candélabres en 4 m de hauteur pour la Rue de Rivallon pour un montant de 9530.00 € HT, soit 953.00 € HT du candélabre.
- Le remplacement de 6 candélabres en 4m de hauteur pour le secteur Fauvelière correspondant aux rues Clémenceau et Frères Hamon, pour un montant de 5520.00 € HT, soit 920.00 € HT du candélabre.

Ces travaux ont fait l'objet d'une inscription budgétaire.

Le remplacement des candélabres du secteur Fauvelière se continuera sur les prochaines années.

Afin de réaliser cette opération, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur Le Maire à solliciter l'aide :

- du Syndicat Départemental d'Electricité d'Ille et Vilaine.
- du Conseil Régional – Petites Cités de Caractère.
- du Conseil Général.
- de la Communauté de Communes

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-86) SECATEUR ELECTRIQUE – CHOIX DU FOURNISSEUR

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal qu'afin d'améliorer les conditions de travail des agents des espaces verts, d'apporter une facilité et une qualité de réalisation, et prenant en compte les progrès techniques en terme de développement des outils sans fil, il a été décidé de doter les services techniques d'un sécateur électrique.

Après avoir testé différents modèles près de divers fournisseurs, il a été décidé de retenir l'offre de la société EEI, distributeur de produit INFACO, jugée techniquement, qualitativement et ergonomiquement supérieure aux autres offres. Cette offre consiste en la livraison d'un sécateur électrique sur batterie, avec l'adjonction d'une perche 1.20m de longueur, ayant la particularité de posséder une commande déportée non plus sur l'outil, mais sur le gant. Le montant de cette offre s'élève à 1552.11 € HT, inscrit au budget 2008.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-87) SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET EAUX PLUVIALES – ZONAGE PLUVIAL

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07.158 en date du 17 décembre 2007, ce dernier a été informé de la nécessité d'établir un nouveau schéma directeur d'assainissement, de faire appel à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et du choix du cabinet BOURGOIS pour la réalisation de cette étude.

Le diagnostic des équipements existants réalisé par le cabinet Bourgois a fait l'objet d'un exposé d'information au Conseil Municipal du 17 décembre 2007 par Madame Odile PINCHEMEL, Ingénieur chargé d'études auprès du Cabinet Bourgois.

Le Rapport de l'étude de diagnostic et schéma directeur en assainissement des eaux usées et des eaux pluviales réalisé par le Cabinet BOURGOIS est parvenu le 18 février 2008 et a été examinée par les commissions environnement, Finances, Voirie et Urbanisme

Madame GINGAT propose au conseil municipal :

- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 (Loi sur l'Eau)

- d'adopter le projet de zonage pluvial de l'agglomération et de le mettre à l'enquête publique.
- d'autoriser le Maire à signer les actes et pièces nécessaires à la mise en œuvre de ce zonage.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-88) CONTROLE DES JEUX ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS – CHOIX DU BUREAU DE CONTROLE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT indique au Conseil Municipal que la réglementation en vigueur impose un contrôle régulier des équipements de jeux et des équipements sportifs.

A cet effet, une consultation en procédure adaptée a été lancée près de différents bureaux de contrôle et il a été décidé de retenir la proposition du bureau d'étude CERES de La Motte Servolex, pour un montant de 826.00 € HT.

Ce contrôle prévoit :

Pour les aires et équipements de jeux:

- Une inspection générale de sécurité.
- Un diagnostic complet des aires et équipements de jeux par rapport aux exigences des normes en vigueur et des prescriptions de sécurité du décret 96-1136.
- La rédaction d'un rapport de vérification avec les recommandations, les anomalies constatées, préconisations et conseils.
- Contrôle et intégration au registre de sécurité.

Pour les équipements sportifs:

- Un examen visuel de l'état des parties visibles et accessibles.
- Un essai statique exécuté conformément aux dispositions de l'annexe II du décret 96-495.
- La rédaction d'un rapport de vérification avec les recommandations, un avis technique sur l'utilisation, les anomalies constatées, préconisations et conseils.
- Contrôle et intégration au registre de sécurité.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-89) SALLE OMNISPORTS – ATTRIBUTION DES LOTS

Rapporteur : M. André BADIGNON, Adjoint

Monsieur BADIGNON rappelle au Conseil Municipal sa délibération n° 07-100 en date du 10 Juillet 2007 relative au lancement d'une consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Il rappelle également au Conseil Municipal que, par délibération n° 07-179 en date du 17 Décembre 2007, il a été décidé :

- De donner pouvoir au Maire pour lancer la consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert.
- De donner pouvoir au Maire pour signer toutes les pièces du marché s'y rapportant.

A cet effet, une consultation selon la procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée suivant les modalités suivantes :

- Date de l'envoi de l'avis d'appel à la concurrence : 30 novembre 2007,
- Date de parution de l'avis dans Ouest-France : le 4 décembre 2007
- Date de parution de l'avis dans le BOAMP : le 4 décembre 2007
- Et sur les sites internet suivants : www.combourg.com et www.achatpublic.com
- Date limite de réception des offres : 18 janvier 2008
- 1ère réunion de la commission d'appel d'offres : le 01.02.2008.
- Courriers transmis pour le marché négocié : le 1er février 2008
- 2ème réunion de la commission d'appel d'offres : le 14 avril 2008.
- 3ème réunion de la commission d'appel d'offres : le 15 mai 2008.

Aux termes de l'analyse des offres des entreprises, la commission d'appel d'offres a décidé de retenir les offres suivantes :

- **Lot 1 Renfort de la Charpente Métallique** : SARL Brochard Hervé de Saint Malo pour un montant de 69 366,24 € HT,
- **Lot 2 Remplacement de la Couverture de la Salle** : SARL Brochard Hervé de Saint Malo pour un montant de 79 449,48 € HT,
- **Lot 4 Electricité, Réfection de l'Eclairage** : EGR Emeraude de Miniac Morvan pour un montant de 13 829,68 € HT

Il a également été décidé de ne pas retenir la tranche conditionnelle, Lot 3 : Menuiseries Extérieures.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-90) STADE MOULIN MADAME – REMPLACEMENT CHAUFFE-EAU GAZ

Rapporteur : M. André BADIGNON, Adjoint

Monsieur BADIGNON informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la modernisation du stade du Moulin Madame, il convient de remplacer la production d'eau chaude des vestiaires. Celle-ci est assurée par un chauffe-eau alimenté au gaz qui, en raison de son ancienneté, nécessite son remplacement.

A cet effet, une consultation en procédure adaptée a été lancée près de différentes entreprises et il a été décidé de retenir la proposition la moins disante de la société COUVERT Daniel de Combourg, pour un montant de 10 091.49 € HT.

Le dispositif retenu assure un meilleur rendement énergétique que l'ancien système.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-91) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 08.062 T en date du 3 avril 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC n° 703 sise « 10, rue des Sports » (**DIA n° 6**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 08.063 T en date du 3 avril 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle K n° 544 sise « Le Lion d'Or » (**DIA n° 7**) terrain nu.
- Arrêté n° 08.086 T en date du 18 avril 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AK n° 131 sise « 5, rue Rivallon » (**DIA n° 8**) et supportant une maison d'habitation

- Arrêté n° 08.088 T en date du 5 mai 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle E n° 1211 sise « Chemin de Bel Air » (**DIA n° 10**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 08.089 T en date du 5 mai 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles D n° 1166 et D n° 1035 sises « Les Coutures » (**DIA n° 11**) et supportant des bâtiments à usage professionnel
- Arrêté n° 08.090 T en date du 5 mai 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles D n° 1021, n° 1023, n° 1032 et n° 1095 sises « Les Coutures » (**DIA n° 12**) et supportant une maison d'habitation et des bâtiments à usage professionnel
- Arrêté n° 08.097 T en date du 14 mai 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 440 sise « 41, avenue Gautier Père et Fils » (**DIA n° 13**) et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 08.099 T en date du 19 mai 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle K n° 544 sise « Le Lion d'Or » (**DIA n° 14**) terrain nu
- Arrêté n° 08.0103 T en date du 21 mai 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AH n° 386, n° 387 et n° 388 sises « Le Vert Bocage » (**DIA n° 15**) et supportant un appartement
- Arrêté n° 08-108 en date du 14 Mai 2008 autorisant le Maire à accepter une indemnité de sinistre – SMACL : 629,34 €
- Arrêté n° 08-109 en date du 14 Mai 2008 autorisant le Maire à accepter une indemnité de sinistre – GROUPAMA : 205,27 €
- Arrêté n° 08-110 en date du 14 Mai 2008 autorisant le Maire à accepter une indemnité de sinistre – MMA : 567,62 €
- Arrêté n° 08-111 en date du 14 Mai 2008 autorisant le Maire à accepter une indemnité de sinistre – MMA : 118,64 €

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-92) QUESTIONS ORALES (2e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour, étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 15.

CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 2 JUIN 2008

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Constitution de la Commission d'Evaluation des Charges Transférées
- Règlement intérieur du Conseil Municipal
- Bâtiment communal – 20 Avenue de la Libération – Haras
- Droit de préemption urbain – Déclaration d'intention d'aliéner – parcelles cadastrées AD n° 674 et 552
- Complexe sportif – Relance Tribune
- Constitution d'un groupement de commandes en vue de la fourniture de denrées alimentaires
- Lotissement communal – Secteur Gare/Bel Air – Choix du Maître d'œuvre
- Subvention complémentaire – Association Orchestre Universitaire de Rennes
- Tarifs de la Halte-Garderie – Prolongation
- Convention de partenariat pour l'organisation d'un centre de loisirs sans hébergement
- Comité de Jumelage de la Ville de Combourg
- Location de bâtiment préfabriqué à usage scolaire
- Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Validation DCE
- Aménagement de l'Avenue des Palmiers – Choix du Coordonnateur Sécurité Santé
- Travaux de voirie urbaine et rurale – Programme 2008
- Remplacement de candélabres – Rue Rivallon et Secteur de la Fauvelière
- Sécateur électrique – Choix du fournisseur
- Schéma directeur d'assainissement des eaux usées et eaux pluviales – zonage pluvial
- Contrôle des jeux et des équipements sportifs – Choix du bureau de contrôle
- Salle omnisports – Attribution des lots
- Stade du Moulin Madame – Remplacement chauffe eau gaz
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Questions orales

08-72) DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER – PARCELLES CADASTREES AD n° 674 et 552

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération du Conseil Municipal n° 06-138 en date du 13/11/2006, la ville s'est dotée dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) d'un Droit de Préemption Urbain (D.P.U.).

La Ville a reçu de Maître LACOURT, Notaire à Combourg, une Déclaration d'Intention d'Aliéner (D.I.A.) concernant les terrains suivants :

- Parcelle cadastrée section **AD n° 674** d'une superficie de 248 m², sise 4 avenue Gautier, appartenant à la SCI du Moutier
- Parcelle cadastrée section **AD n° 552** d'une superficie de 52 m², sise 4 avenue Gautier, appartenant à la SCI du Moutier

Soit une superficie totale de **300 m²**, en zone UCa du Plan Local d'Urbanisme

- Considérant l'acquisition de terrain par la commune, sur les parcelles voisines cadastrées section AD n° 692 , 694 et 695 appartenant au préalable à Monsieur et Madame CHERUEL,

- Celles-ci devant servir à l'agrandissement du parc de stationnement, à proximité de l'église.

- Ces parcelles jouxtant les parcelles récemment acquises permettant une meilleure fonctionnalité du parc de stationnement.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal,

Vu les dispositions du code de l'urbanisme,

Vu le prix de vente de **40 000 €**, (soit 133,33 € le mètre carré) figurant dans la D.I.A.,

- De solliciter l'avis des domaines, sur le prix du terrain
- D'exercer son droit de préemption sur les parcelles cadastrées AD n° 552 et 674
- De négocier avec le vendeur si le prix proposé par l'avis des domaines est différent de celui du prix de la D.I.A.
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Ville
- De donner pouvoir au Maire pour :
 - o Notifier cette décision à Maître LACOURT, notaire à Combourg
 - o Saisir, si nécessaire, Monsieur le Juge de l'expropriation en vertu de l'article R 213-4 du code de l'urbanisme avec le concours de l'avocat de la Ville dont les honoraires seront pris en charge sur le budget général de la Ville
 - o Procéder à la consignation de la somme nécessaire tel que prévu par le code de l'urbanisme en cas de saisine du Juge, au titre des crédits qui seront ouverts au budget général de la Ville

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-71) BATIMENT COMMUNAL, 20 AVENUE DE LA LIBERATION – HARAS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Ville est propriétaire d'un bâtiment situé au 20 Avenue de la Libération, utilisé antérieurement en qualité de haras. Ce bâtiment, construit dans la 2^e moitié du 19^e siècle est aujourd'hui désaffecté. Le rez de chaussée est occupé par 6 box munis d'une mangeoire et d'un abreuvoir, desservis par un couloir pavé. L'étage était occupé par des logements.

Ce bien fait partie d'un ensemble immobilier cadastré comme suit :

- AE n° 112 d'une contenance de 163 m² supportant le bâtiment
- AE n° 113 d'une contenance de 566 m²
- AE n° 114 d'une contenance de 151 m²

La Municipalité envisage la vente de cet ensemble immobilier qui n'offre pas d'intérêt pour la Commune en matière de réhabilitation. Elle a sollicité l'avis des Domaines à cet effet.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de donner un avis de principe sur la vente de ce bien communal.
- d'autoriser le Maire à mener les négociations relatives à cette transaction
- de confier à l'Office Notarial de Combours la mise en vente desdits locaux

et précise que le Conseil Municipal sera informé des contacts pris dans ce sens et sera consulté ultérieurement en vue de la cession de cet ensemble immobilier.

Madame SAUVEE fait connaître son désaccord pour cette proposition. Elle considère que la destination de ce bâtiment aurait pu être différente. Elle évoque les possibilités qu'offre ce bâtiment pour y créer du logement intermédiaire et expose qu'une partie du terrain de cette propriété aurait pu être utilisée pour désenclaver les logements HLM du Clos Vaillant en permettant la création d'un cheminement piétonnier.

Monsieur LE BESCO fait savoir qu'il sera très attentif au projet immobilier proposé avant de se déterminer sur la vente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 5 voix contre, ADOPTE les propositions faites par Monsieur LE BESCO.